

**PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE**  
**LE PROCHAIN NUMERO**  
**N° 2/2020**

**JURISPRUDENCE**

**Autorité parentale**

Exercice – Résidence alternée – Critères – Continuité du mode de vie de l'enfant - Entente entre parents quant aux rythmes de vie et conceptions et méthodes éducationnelles – Âge de l'enfant – Régime de la fratrie - C. civ., art. 378-1.

*Cour d'appel 9 octobre 2019 - Numéro CAL-2019-00509 du rôle.*

**Droit pénal**

1° Blanchiment – Eléments constitutifs – Infraction primaire – Détermination – Portée – Absence d'exigence d'une détermination précise de l'infraction primaire – Exigence de l'exclusion de toute provenance légale des biens – Preuve – Preuve susceptible d'être déduite des données de fait – C. pén., art. 506-1 – Loi du 19 février 1973, art. 8-1.

2° Blanchiment – Eléments constitutifs – Elément moral – Conscience de l'origine frauduleuse des biens – Absence d'exigence d'une connaissance de la nature précise de l'infraction primaire – Moment d'appréciation – Moment de la prise de possession des biens – Preuve – Circonstances devant nécessairement éveiller la méfiance de l'auteur au sujet de l'origine frauduleuse des biens – C. pén., art. 506-1 – Loi du 19 février 1973, art. 8-1.

*Cour d'appel 14 mai 2019 - Arrêt N° 173/19 V.*

**Droit pénal spécial**

Faux en écritures – Faux intellectuel – Faux par omission – Application – Demande en obtention de l'allocation de chômage – Défaut d'indication d'éléments essentiels – C. pén., art. 196.

*Cour d'appel 22 mai 2019 - Arrêt N° 191/19 X.*

**Indivision**

Indemnité d'occupation – Jouissance exclusive ou privative du bien indivis – Notion – Preuve – C. civ. art. 815-9.

*Cour d'appel 12 juin 2019 – Arrêt Numéro CAL-2018-00305 du rôle*

**Procédure pénale**

Instruction préparatoire – Ordonnance de saisie du juge d'instruction – Demande de mainlevée de saisie – Décision de refus du juge d'instruction – Caractère non juridictionnel – Appel irrecevable – C. pr. pén. art. 67 et 68.

*Chambre du conseil 20 décembre 2019 – Arrêt n° 1091/19*

**Saisie-arrêt**

Compte de règlement tenu par un opérateur de système de paiement ou de règlement des opérations sur titres – Insaisissabilité – Compte titres ou d'autres instruments financiers en système - Insaisissabilité générale et absolue – Violation – Sanction – Illégalité de la saisie-arrêt - Loi du 10 novembre 2009, art. 107 ; Loi du 1er août 2001, art. 20 ; N.C.P.Civ., art. 933, al. 1er

*Cour d'appel 10 juillet 2019 - Numéro CAL-2019-00207 du rôle*